RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR LE BUDGET 2022

En application de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Locales

CONSEIL MUNICIPAL du 29 novembre 2021

PREAMBULE

Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est un exercice réglementaire imposé par l'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales. Il doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

C'est une étape essentielle de la vie démocratique d'une ville. Il permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigureront les priorités déclinées dans le projet de budget primitif et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

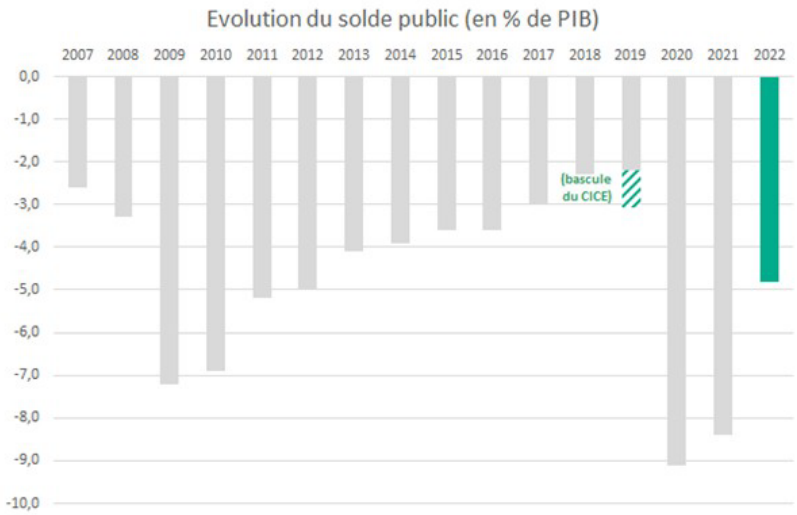
Promulguée le 7 Août 2015, la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) en a modifié les modalités de présentation. Ainsi, l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le rapport d'orientation budgétaire (ROB) doit comprendre des informations sur l'analyse prospective, sur les principaux investissements, le niveau de la dette et son évolution, les taux d'imposition. Pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit aussi comprendre la présentation de la masse salariale ainsi que la structure, l'évolution des dépenses et des effectifs.

Par ailleurs, les informations figurant dans le ROB doivent faire l'objet d'une publication, notamment sur le site Internet de la commune (lorsqu'elle en possède un), et le débat afférent à la présentation de ce rapport doit désormais obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique.

Enfin, le ROB doit dorénavant être transmis au représentant de l'Etat dans le département, ainsi qu'au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont la commune est membre.

1 – LE CONTEXTE ECONOMIQUE 2022

1.1 LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES



Le déficit public a atteint 9,1 % du PIB en 2020, puis s'est réduit à 8,4 % du PIB dès 2021 en raison du rebond de l'activité. Cette réduction du déficit est progressive, du fait du nécessaire maintien des dispositifs de soutien aux ménages et aux entreprises pour faire face à la crise sanitaire et compte tenu de la montée en charge rapide du plan de relance.
Mais à la faveur de la poursuite du rebond de l'économie et de l'extinction des mesures de soutien, le déficit public devrait s'établir à 4,8 % du PIB en 2022.

En % de PIB	2018	2019	2020	2021	2022
Déficit public	-2,3	-3,1	-9,1	-8,4	-4,8
Croissance volume de la dépense publique (hors CI)	-0,9	1,9	6,6	3,4	-3,5
Taux de prélèvements obligatoires	44,7	43,8	44,5	43,7	43,5
Taux de dépenses publiques (hors CI)	54	53,8	60,8	59,9	55,6
Dette publique	97,8	97,5	115	115,6	114

Sous l'effet de la réduction du déficit public et de la poursuite du rebond du produit intérieur brut en 2022, la dette refluera en 2022, avec un ratio autour de 114 pts de PIB, après une progression très forte en 2020 à 115,0 points de PIB (+17,5 points par rapport à 2019) et une quasi stabilisation en 2021 (115,6 points).

	Exécution 2017	Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	2021	2022
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2 297,2	2 363,3	2 437,6	2 302,9	2 452,4	2 588,1

1.2 CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2022, prévoit une hausse globale des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales de 615 millions d'euros (+ 1,2 %). Ils s'établissent à 52,735 milliards d'euros, contre 52,119 en loi de finances initiale 2021. Malgré cela, la dotation globale de fonctionnement (DGF) reste stable, à 26,786 milliards d'euros.

Cette stabilité globale se fait au profit des collectivités bénéficiant des dotations de solidarité urbaine et rurale (DSU et DSR) qui augmenteront chacune de 95 millions d'euros.
Un choix qui entraîne un redéploiement de crédit au sein de la DGF des communes et donc une réduction de la dotation forfaitaire de plusieurs communes à cause du mécanisme d'écrêtement.

En 2022, le montant de la DGF est égal à 26 786 027 022 €.

En milliards d'euros, comptabilité budgétaire	Exécution 2017	Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	LFI 2021	Révisé 2021	PLF 2022
Dépenses nettes[1]	**382,8**	**386,2**	**392,2**	**443,4**	**455,5**	**494,8**	**454,6**
dont dépenses du budget général	322,6	325,2	330,3	377,7	384,9	424,7	385,0
dont prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales	43,8	40,3	40,9	42,0	43,4	43,7	43,2
dont prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	16,4	20,6	21,0	23,7	27,2	26,5	26,4

1.3 LA MESURE PHARE DU PLF 2022 : La réforme des indicateurs financiers.

La LFI 2022 instaure la réforme des indicateurs financiers (potentiel fiscal et effort fiscal) qui définissent les parts de dotations attribuées à chaque collectivité. Les premiers effets sont attendus pour 2023. Les indicateurs 2022 seront calculés avec les données n-2 pour qu'il n'y ai pas d'impact sur 2022. Afin d'éviter des évolutions trop importantes sur la répartition des dotations, le PLF 2022 prévoit la mise en place d'une fraction de correction permettant de lisser les évolutions sur la période 2023 - 2028. Les modalités seront précisées par décret.

L'effort fiscal sera calculé à compter de 2022 par le rapport entre le produit des taxes directes levées par la commune et le produit des mêmes taxes en y appliquant le taux moyen national. On passe donc d'une logique de pression fiscale sur le territoire communal à une logique d'évaluation de la mobilisation de la richesse fiscale communale.

A noter que le Comité des Finances Locale a recommandé en juillet 2021 le remplacement de l'effort fiscal par le revenu par habitant. Ainsi, les futures lois de finances pourraient modifier de manière plus conséquente cet indicateur financier.

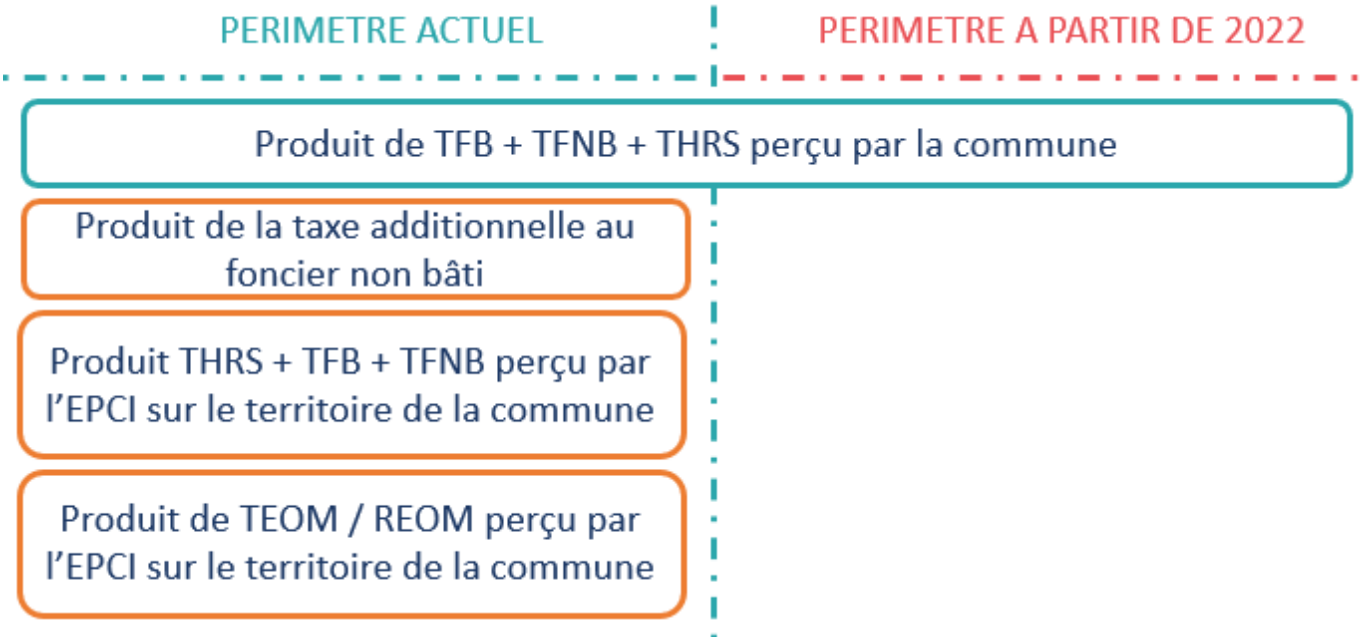
Définition, rôle et impact des indicateurs financiers

LE RÔLE DES INDICATEURS FINANICERS	L'UTILISATION DES INDICATEURS DANS LE CALCUL DES DOTATIONS
LE POTENTIEL FISCAL : C'est un indicateur de richesse fiscale. Il correspond à la somme **que produirait les taxes directes** de la collectivité si l'on appliquait aux bases **le taux moyen national d'imposition**. Il mesure la capacité qu'à la collectivité à lever des produits fiscaux sur son territoire. **LE POTENTIEL FINANCIER :** correspond au potentiel fiscal **majoré de la dotation forfaitaire** perçue par les communes.	La Dotation de Solidarité Rurale (**DSR**) La Dotation de Solidarité Urbaine (**DSU**) La Dotation Nationale de Péréquation (**DNP**) LE **FSRIF** (attribution et contribution) LE **FPIC** (attribution et contribution)
L'EFFORT FISCAL : permet de mesurer la **pression fiscale exercée** sur le territoire de la collectivité. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux levés sur le territoire de la commune (commune et EPCI) et le potentiel fiscal.	La Dotation de Solidarité Rurale (**DSR**) La Dotation de Solidarité Urbaine (**DSU**) La Dotation Nationale de Péréquation (**DNP**) LE **FPIC** (attribution)

Intégration de nouvelles ressources dans le calcul du potentiel fiscal

PERIMETRE ACTUEL	PERIMETRE A PARTIR DE 2022
Produit théorique TFB TFNB TH (bases communales x taux moyen national)+ Taxe additionnelle à la TFNB	
Redevance des mines, prélèvement sur le produit des jeux, surtaxe sur les eaux minérales, DCRTP, FNGIR + attribution de compensation perçue (communes en FPU)	
Impôts économiques (CFE, CVAE, IFER, TASCOM) au prorata de la pop. de la communes au sein de l'EPCI	
TH de l'EPCI répartie au prorata de la pop. de la commune	Fraction de la TVA n-1 perçue par l'EPCI répartie au prorata de la pop. de la commune
	DMTO (moyenne des 3 dernières années) TLPE- Taxe sur les pylônes- Majoration de THRS Taxe additionnelle à la taxe sur installations nucléaires

Modification du périmètre de calcul de l'effort fiscal



1.4 CONCLUSION

Le projet de loi de finances pour 2022, ne prévoit qu'une stabilité des ressources des collectivités territoriales voir même une tendance à la baisse de leurs dotations.

Par contre, cette LFI 2022, engage un remaniement complet de l'ensemble de nos ressources pour l'avenir, et cela à compter de 2023. L'incertitude sur les conséquences de la réforme des indicateurs financiers ne présage rien de plus que la séquestration de l'ensemble de nos ressources pour les mettre à disposition de la sempiternelle péréquation, par laquelle ceux qui réussissent le mieux donnent à ceux qui sont dans la peine, mais toujours sans aide de l'Etat qui aura certes d'autres chats, ou dette à rembourser.

Nous nous devons donc de nous y préparer sans tarder.

2 - LA CONSTRUCTION BUDGETAIRE POUR L'ANNEE 2022

Les grands objectifs de ce début de mandat sont les suivants :

- Asseoir la mise en œuvre de notre PPI,
- Prendre en compte les aspects environnementaux, de manière transversale et dans l'ensemble de nos activités et projets,
- Conserver une gestion financière saine et éthique, fidèle à nos principes de gestion financière.

2.1 RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

A. Les masses budgétaires

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement	38 809 914	39 539 164	37 925 165	41 524 993	38 653 253	44 281 727	38 910 315	39 090 451
Dépenses de fonctionnement	37 668 626	31 863 893	36 744 308	33 941 289	34 108 639	34 278 379	34 449 393	34 625 646
Dont intérêts de la dette	145 834	225 110	229 038	229 038	229 038	229 038	229 038	229 038
Recettes d'investissement	6 520 380	5 502 585	2 362 058	8 552 327	2 563 673	4 026 937	4 278 874	2 963 981
Dont emprunts souscrits	2 101 422	514 915	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	15 579 684	6 143 231	7 864 175	16 056 310	15 720 648	14 418 183	7 335 890	5 043 876
Dont capital de la dette	158 581	351 393	358 070	365 003	372 184	379 624	387 331	395 317
Dont P.P.I	12 475 107	5 687 362	7 451 509	15 552 459	15 209 459	13 899 459	6 809 459	4 509 459
P.P.I 2021 rappel	12 475 107	8 920 794	9 130 000	11 980 000	15 330 000	11 980 000	4 680 000	4 080 000

L'exercice 2021 se présente comme le premier exercice presque normal du début du mandat. Après des élections 2020 retardées et après des périodes de confinement qui ont freiné l'activité de l'économie en général, le dynamisme de notre Commune peut enfin se mobiliser vers la mise en place de notre programme politique.
A cet fin les services municipaux ont retrouvé leur rythme d'avant crise et les animations reprennent leur place dans notre belle cité. Mais surtout, l'ensemble des réflexions et des études menées par ces derniers et par notre SPL, nous permettent de replanifier notre PPI, pour construire les bases solides qui définiront les cahiers des charges des programmes d'investissement à lancer, mais dans les règles qui régissent notre code de santé financière.
Ainsi, et comme vous le fait remarquer le tableau ci-dessus, le rythme de notre PPI a été revisité.

B. Les soldes financiers et fonds de roulement

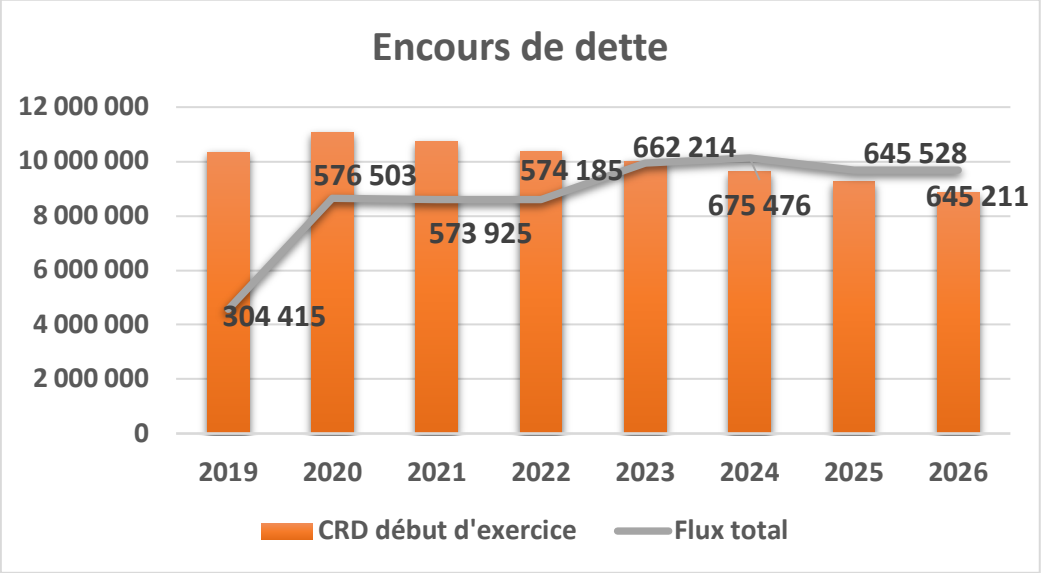
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne de gestion	1 262 721	7 856 661	1 409 894	7 812 743	4 773 652	10 232 386	4 689 961	4 693 843
Epargne brute	1 116 887	7 631 551	1 180 856	7 583 705	4 544 614	10 003 348	4 460 923	4 464 805
Epargne nette	958 306	7 280 158	822 787	7 218 702	4 172 430	9 623 724	4 073 591	4 069 488

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Fonds de roulement en début d'exercice	12 889 377	4 975 525	12 010 150	7 688 889	7 768 610	-843 750	-1 231 647	172 259
Résultat de l'exercice	-7 918 016	7 034 625	-4 321 260	79 721	-8 612 360	-387 897	1 403 906	2 384 910
Fonds de roulement en fin d'exercice	4 971 361	12 010 150	7 688 889	7 768 610	-843 750	-1 231 647	172 259	2 557 169

La bonne santé financière peut se traduire par le résultat prévisionnel en fin de chaque exercice. Celui-ci est fonction de l'épargne réalisée et du niveau de dépenses d'investissement investi, lui-même ajusté des recettes affectées à la section.
Les niveaux d'épargne sont, quant à eux, fonction du niveau de dépenses et de recettes de fonctionnement réalisé au cours de l'année budgétaire. Dans cette prospective, les provisions ont été partiellement reprises en fonction des dépenses réellement engagées, l'ensemble des recettes de subventions d'équipement n'ont pu être calculées. Mais certaines années présentent des fonds de roulement déficitaires qu'il conviendra de couvrir, pour atteindre l'objectif de gestion financière saine.

2.2 L'ENDETTEMENT

Propriétaire	Contrepartie	CRD	Fin	Indice	Taux	Risque
VILLE DE LA GARDE	DEXIA CL	2 727 289,46	01/12/2037	Taux fixe à 4.25 %	4,2500%	Fixe
VILLE DE LA GARDE	CRAM	263 188,53	31/10/2027	Taux fixe à 0 %	0,0000%	Fixe
VILLE DE LA GARDE	CRAM	39 664,74	31/10/2027	Taux fixe à 0 %	0,0000%	Fixe
VILLE DE LA GARDE	Carsat	1 544 670,00	31/10/2039	Taux fixe à 0 %	0,0000%	Fixe
VILLE DE LA GARDE	Crédit Foncier	5 793 325,52	28/02/2059	Livret A + 1.11	1,6335%	Livret A
	CRD AU 31/12/2021	10 368 138,25				



Contrairement aux précédentes simulations, plus aucun emprunt n'est prévu sur le mandat. La programmation des opérations d'équipement et l'autofinancement dégagé devraient nous permettre d'en rester à nos seuls emprunts souscrits pour la construction de nos établissements pour personnes âgées. C'est donc une dette relativement jeune, même en

prenant en compte l'emprunt DEXIA (EHPAD) qui finira sa vie en 2037 et qui malheureusement ne peut être renégocié.
Une des caractéristiques de notre dette est son faible impact sur les dépenses de fonctionnement, de par le typage même de ces emprunts dont les taux sont nuls ou indexés sur le livret A .
Ainsi, notre capacité d'autofinancement est préservée conformément à l'objectif de sauvegarde d'une gestion saine.
De même que notre capacité de désendettement, qui après ces dernières périodes compliquées retrouvera l'amplitude minimal à laquelle nous étions habitué.
Rappel : le ratio de désendettement est fonction de notre épargne brute qui devra donc être préservée dans les années à venir.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ratio de désendettement	9,9 ans	1,4 ans	8,8 ans	1,3 ans	2,1 ans	0,9 ans	2 ans	1,9 ans

2.3 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A. La fiscalité directe et indirecte

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taxe d'habitation								
Base	36 687 041	37 112 256	0	0	0	0	0	0
Taux	16,96%	16,96%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Produit	6 222 122	6 294 239	0	0	0	0	0	0
TH Résidences secondaires								
Base	0	0	1 949 098	1 949 098	1 949 098	1 949 098	1 949 098	1 949 098
Taux	0,00%	0,00%	16,96%	16,96%	16,96%	16,96%	16,96%	16,96%
Produit	0	0	330 567	330 567	330 567	330 567	330 567	330 567
Taxe sur le foncier bâti								
Base	41 635 818	42 485 634	41 187 000	42 010 740	42 430 847	42 855 156	43 283 707	43 716 545
Taux	30,39%	30,39%	45,88%	45,88%	45,88%	45,88%	45,88%	45,88%
Produit	12 653 125	12 911 384	19 293 462	19 679 331	19 876 124	20 074 886	20 275 635	20 478 391
Taxe sur le foncier non bâti								
Base	102 597	109 499	109 000	109 981	110 971	111 970	112 977	113 994
Taux	74,48%	74,48%	74,48%	74,48%	74,48%	74,48%	74,48%	74,48%
Produit	76 414	81 555	81 183	81 914	82 651	83 395	84 145	84 903
Produit des taxes directes	**18 951 661**	**19 287 178**	**19 705 212**	**20 091 812**	**20 289 343**	**20 488 848**	**20 690 347**	**20 893 861**
Rôles supplémentaires	63 067	60 436	53 128	0	0	0	0	0
Surtaxe sur les logements vacants	20 202	20 257	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Produit des contributions	**19 034 930**	**19 367 871**	**19 778 340**	**20 111 812**	**20 309 343**	**20 508 848**	**20 710 347**	**20 913 861**
Compensations fiscales (art 748 hors	944 376	1 006 259	576 123	576 123	576 123	576 123	576 123	576 123
Fiscalité globale	19 979 306	20 374 130	20 354 463	20 687 935	20 885 466	21 084 971	21 286 470	21 489 984
EVOLUTION		1,98%	-0,10%	1,64%	0,95%	0,96%	0,96%	0,96%

Le nouveau visage de notre fiscalité se dessine aujourd'hui. Ainsi, à taux constants, l'évolution du produit fiscal sera atone. Et n'oublions pas que des réformes fiscales, comme celle des valeurs locatives sont toujours en cours.

Au regard du tableau ci-dessus, nous remarquons qu'entre 2020 et 2021, la Ville perd presque 20 000 euros de revenu fiscal. En 2022, nous devrions retrouver une croissance chiffrée à environ 330 000 euros, soit + 1.64%. Néanmoins cette dernière n'est que la conséquence du

coefficient de revalorisation des bases fiscales pour 2022 qui sera à minima de 2%, et chiffrée à 385 869 euros.
Aussi et compte tenu de l'endettement de l'Etat, il n'y a rien à attendre de sa part pour le soutien des budgets locaux. Pire, il est inéluctable que les réformes à venir vont provoquer une nouvelle attrition de nos ressources. Dès lors, pour garantir les recettes nécessaires aux engagements du mandat, pour respecter l'équilibre général de nos budgets et soutenir le développement du service rendu aux usagers, une hausse progressive du taux de foncier bâti est envisagée.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
AC. de Compensation	7 074 275	7 074 275	6 857 459	6 857 459	6 857 459	6 857 459	6 857 459	6 857 459
DSCommunautaire	488 834	488 834	488 834	488 834	488 834	488 834	488 834	488 834
FPIC	259 136	272 507	272 507	272 507	272 507	272 507	272 507	272 507
Utilisation domaine	171 490	62 858	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
Taxe sur les pylônes	9 712	10 172	9 800	9 800	9 800	9 800	9 800	9 800
Taxe sur l'électricité	452 764	554 081	550 000	552 750	555 514	558 291	561 083	563 888
Taxes sur la publicité	496 690	379 731	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
TADM	1 436 990	1 349 791	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Autres Impôts et taxes (chap 73)	**10 389 890**	**10 192 249**	**10 198 600**	**10 201 350**	**10 204 114**	**10 206 892**	**10 209 683**	**10 212 489**

Le reste des recettes à caractère fiscal, dans cette prospective, sont regardées de manière pérène, mais des marges de manœuvre existent sur les redevances du domaine public et sur la taxe sur la publicité. L'attribution de compensation a été diminuée cette année par « la clause de revoyure » des transferts précédents qui, malheureusement, continueront à nous impacter dans les années à venir.

B. Les autres recettes (dont recettes tarifaires)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Atténuation de charges	392 780	438 440	390 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Produits des services	2 844 082	2 184 636	2 473 832	2 800 000	2 800 000	2 800 000	2 800 000	2 800 000
FCTVA	13 906	12 091	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000
Participations	1 929 670	2 327 039	2 200 000	2 200 000	2 200 000	2 200 000	2 200 000	2 200 000
Autres produits de gestion courante	702 393	801 175	812 000	812 000	812 000	812 000	812 000	812 000
Produits financiers	98 106	91 099	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Produit des cessions d'immobilisations	24 400	43 720	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels	164 298	455 459	73 000	73 000	73 000	73 000	73 000	73 000
Reprises sur provisions	755 997	1 200 000	0	3 000 000	0	5 500 000	0	0
Autres recettes d'exploitation	**6 925 632**	**7 553 658**	**6 006 832**	**9 343 000**	**6 343 000**	**11 843 000**	**6 343 000**	**6 343 000**

L'exercice 2021 supportera cette année encore les conséquences du confinement de début d'année. A partir de 2022 l'activité reprendra son cours normal et les recettes d'exploitations qui en découlent devraient retrouver le tonus d'avant crise sanitaire. Mais par mesure de prudence, la prospective, proposée ici, a été calculée sur une moyenne de recettes annuelles fixée à 6 343 000 euros (hors provisions).
Toujours en 2022, nous trouvons une reprise de provision correspondante aux travaux de consolidation de Massacan, à hauteur de 2.5 millions d'euros, et 500 000 euros pour les travaux de confortement du Rocher.

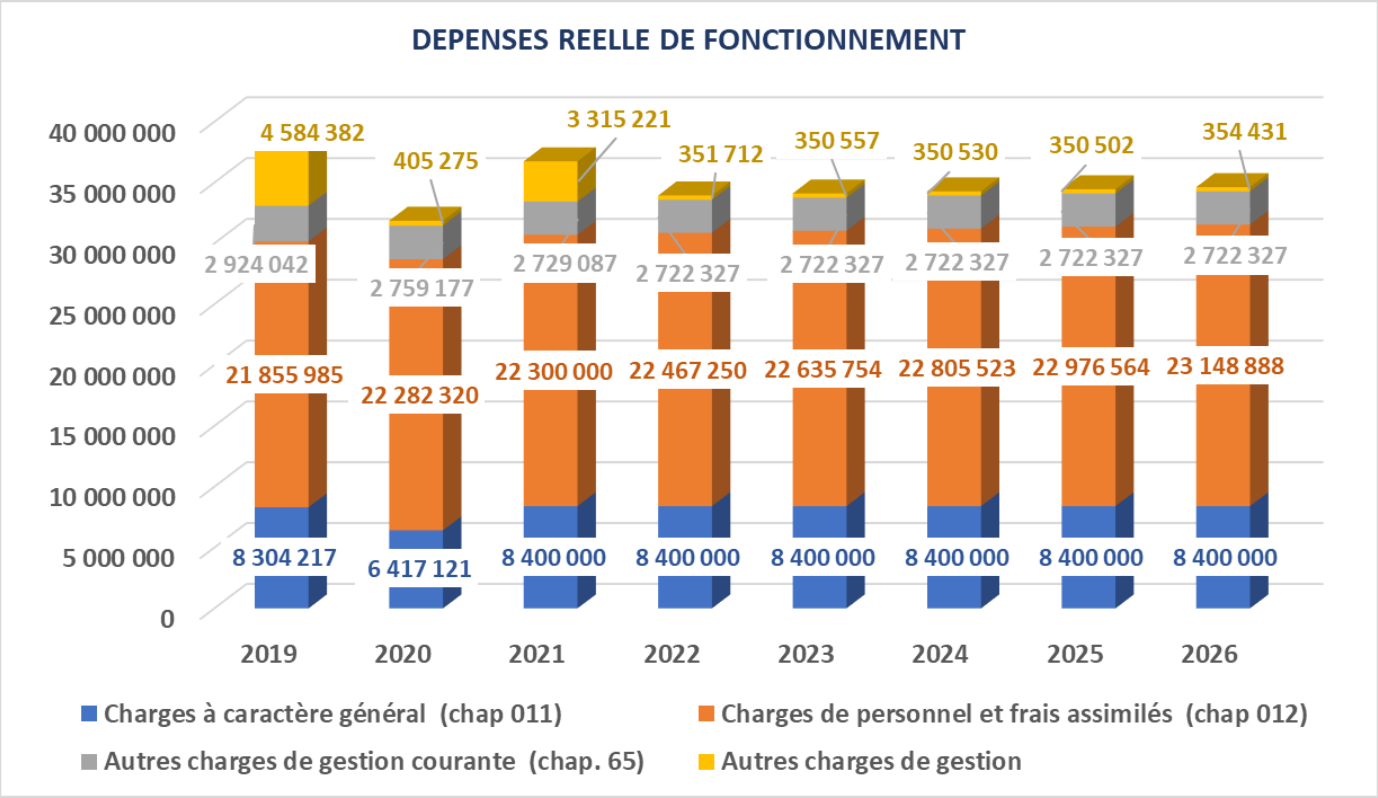
C. Les dotations (DGF)

Tableau d'information pour DF	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dotation forfaitaire	**763 613**	**649 338**	**570 979**	**473 910**	**376 966**	**277 845**	**176 321**
dotation forfaitaire n-1				570 979	473 910	376 966	277 845
évolution population				5 032	7 711	7 820	7 715
écrêtement				-102 101	-104 655	-106 941	-109 239

Tableau d'information pour DSU	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dotation de solidarité urbaine	**744 273**	**769 789**	**794 290**	**818 798**	**843 707**	**869 020**	**894 841**
hors abondement				794 290	818 798	843 707	869 020
abondement				24 508	24 909	25 313	25 821

Rien de nouveau au sujet de notre Dotation Globale de Fonctionnement qui respecte les données du PLF 2022, mais avec écrêtement.

2.4 LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT



PROGRESSION HORS PROVISIONS							
2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
33 545 626	31 848 093	33 744 308	33 941 289	34 108 639	34 278 379	34 449 393	34 625 646
	-5,06%	5,95%	0,58%	0,49%	0,50%	0,50%	0,51%

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement a été fixé à plus ou moins 0.5% par an. Néanmoins, les volumes budgétaires alloués à chaque chapitre devraient permettre de réaliser l'ensemble des missions et activités dévolus à chaque service, mais non sans mal. Certes, la dépense reste de cette façon maîtrisée. Cette prospective, comme toute prospective se doit d'être révisée à chaque nouvel exercice au regard des résultats et des reports enregistrés en fin d'année. Mais il est évident que l'évolution calculée pour tenir nos objectifs, donc 0.5%, risque de devenir insuffisante au regard de l'inflation qui pèse sur l'ensemble des éléments constitutifs de nos marchés publics, sans parler de nos Agents dont les tâches se complexifies sans cesse, qui ne voient plus d'évolution de carrière.

Les charges à caractère général (chapitre 011) :

Les volumes budgétaires pour 2022 et à venir ont été fixés à 8,4 millions d'euros, soit, légèrement au-dessus des moyennes annuelles enregistrées sur le mandat précédent (hors transfert à MTPM). Une des raisons est simple ; pour atteindre l'objectif environnemental fixé par Monsieur le Maire, sous l'autorité de Madame la première adjointe Délégué à l'Environnement, et respecter les nombreuses normes européennes et françaises, toute activité et toute dépenses des services de la Commune doit à présent être regardé sous l'angle de la protection de l'environnement. L'action municipale se doit de devenir éco-responsable.

Rappelons que la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ancre l'écologie dans notre société : dans nos services publics, dans l'éducation de nos enfants, dans l'urbanisme, dans nos déplacements, dans nos modes de consommation. Il conviendra donc de disposer d'une évaluation climat du Budget.
L'élaboration et le vote du budget sont des moments clés où peut s'incarner la politique climatique d'une collectivité territoriale. L'évaluation de cette politique sera mise en place progressivement et même si des actions sont déjà menées dans plusieurs services et au niveau de nos derniers équipements municipaux.

Les charges de personnel (chapitre 012) :

L'évolution prévue pour 2022, soit 0.75%, correspond globalement au Glissement Vieillesse Technicité, à la revalorisation du SMIC et à la valorisation de la prime de précarité dont le versement est désormais applicable à la FPT, mais sans plus. Toute évolution statutaire ou règlementaire à venir s'il y a lieu, n'est donc pas prise en compte, et devra donc être traitée courant 2022.
Il nous faudra également tenir compte de la prochaine revalorisation des catégories C (personnels les plus nombreux) et de l'obligation de participation mensuelle aux mutuelles.

Répartition des effectifs rémunérés par statuts	2020
Titulaires et Stagiaires dont :	385
Détachés dans la collectivité	5
Mis à disposition	1
Contractuels	55
Personnes en Emplois Aidés rémunérées au 31/12	1
Collaborateurs de cabinet	2
Assistantes maternelles	24
Apprentis	0
	467

Répartition par filières - Titulaires et stagiaires	2020
Filière Administrative	103
Filière Technique	177
Filière Sociale et Médico-Sociale	46
Filière Culturelle	17
Filière Sportive	6
Filière Police	22
Filière animation	9
Emplois fonctionnels	5
	385

Répartition par sexe	2020
TITULAIRES - STAGIAIRES	
HOMMES	152
FEMMES	233
CONTRACTUELS	
HOMMES	12
FEMMES	43

REPARTITION DES EFFECTIFS BRUTS ET EN ETP PERMANENTS AU 31 DECEMBRE 2020 SELON LE STATUT ET LA CATEGORIE HIERARCHIQUE

Catégories	A	B	C	Total
Titulaires	30	47	308	**385**
Contractuels dont :	2	0	24	**26**
Emplois de Direction	0	0	0	**0**
Collaborateurs de cabinet	2	0	0	**2**
Nombre total des agents	**32**	**47**	**332**	**411**
Catégories	**A**	**B**	**C**	**Total**
Titulaires	25.33	42.93	293.69	**361.95**
Non titulaires dont :	2		24	**26**
Emplois de Direction	0	0	0	**0**
Collaborateurs de cabinet	2	0	0	**2**
Nombre total des agents	**27.33**	**42.93**	**317.69**	**387.95**

Evolution des effectifs de la Ville de la Garde de 2017 à 2020

Période	Postes pourvus	Postes vacants	Emplois budgétaires
31.12.2017	534	108	642
31.12.2018	518	66	584
31.12.2019	421	77	498
31.12.2020	416	65	481

Les charges de gestion courante (chapitre 65) :

Qui comprennent les subventions aux associations, au CCAS, à la Caisse des Ecoles, les redevances pour licences informatiques, les indemnités d'Elus et les contingents et participations obligatoires, ont été fixées à 2.73 millions d'euros par an. Ce qui représente la moyenne sur le mandat précédent.

Les autres charges de gestion (chapitre 014, 66, 67, 68) :

Comprennent principalement les intérêts de la dette et les dotations aux provisions. En ce qui concerne ces dernières, plus aucune dotation n'est prévue sur cette prospective. Néanmoins, si un risque quelconque survenait, une provision serait alors budgétée.

2.5 LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
FCTVA (art 10222)	1 833 463	449 545	799 633	511 866	819 844	2 283 109	2 235 045	2 020 153
Taxe d'urbanisme (art 10223 à 10226)	1 216 813	135 491	100 824	100 824	100 824	100 824	100 824	100 824
Subventions perçues liées au PPI (chap 13)	1 321 364	359 570	1 381 606	4 696 632	1 400 000	800 000	1 100 000	0
Autres subventions	0	0	0	119 405	119 405	719 405	719 405	719 405
Opérations pour compte de tiers en recette	262	0	60 000	123 600	123 600	123 600	123 600	123 600
Autres recettes	47 056	4 043 065	19 995	3 000 000	0	0	0	0
Sous-total des recettes d'investissement	**4 418 958**	**4 987 670**	**2 362 058**	**8 552 327**	**2 563 673**	**4 026 937**	**4 278 874**	**2 963 981**
Emprunts en cours	2 101 422	514 915	0	0	0	0	0	0
Total des recettes réelles d'investissement	**6 520 380**	**5 502 585**	**2 362 058**	**8 552 327**	**2 563 673**	**4 026 937**	**4 278 874**	**2 963 981**

Fonds de compensation de la TVA

La mise en place de notre PPI génère automatiquement un remboursement de TVA par le fonds de compensation. Le volume important de notre PPI est mis en lumière dans ce graphique qui montre l'évolution et la part grandissante de cette recette dans l'ensemble de nos moyens de financement de notre équipement.

Les subventions reçues

En 2022, un certain nombre de subventions seront inscrites, au budget primitif ou sur décision modificative (BS) s'il s'agit de reports de l'exercice 2021. Cela concerne les programmes suivants :

Liste des programmes

PPI 54 - RECONSTRUCTION MARIE-CURIE	
TPM	198 000
Autres	24 530
PPI 67 - CONFORTEMENT DU ROCHER	
TPM	59 702
Région	160 000
Etat et établissements régionaux	236 740
PA 1 - ENTRETIEN DU PATRIMOINE	
Etat et établissements régionaux	58 873
Département	68 000
PPI 68 - EXTENSION SALLE DE BOXE G. MOQUET	
Région	112 937
PPI 74 - MASSACAN	
Département	224 755
PPI 53 - PÔLE CULTUREL	
Région	400 000
Département	600 000
PPI 71 - RECONSTRUCTION ECOLE MIGNONE	
Département	700 000
PPI 48 - REHAB. GYMNASE TROIN	
TPM	57 500
Région	160 350
Total recettes programme	**3 061 387**

Taxe d'urbanisme

Minimisé depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure mise en place cette année par la DGFIP, les sommes nous revenant directement ont été estimées à environ 100 000 euros annuellement.

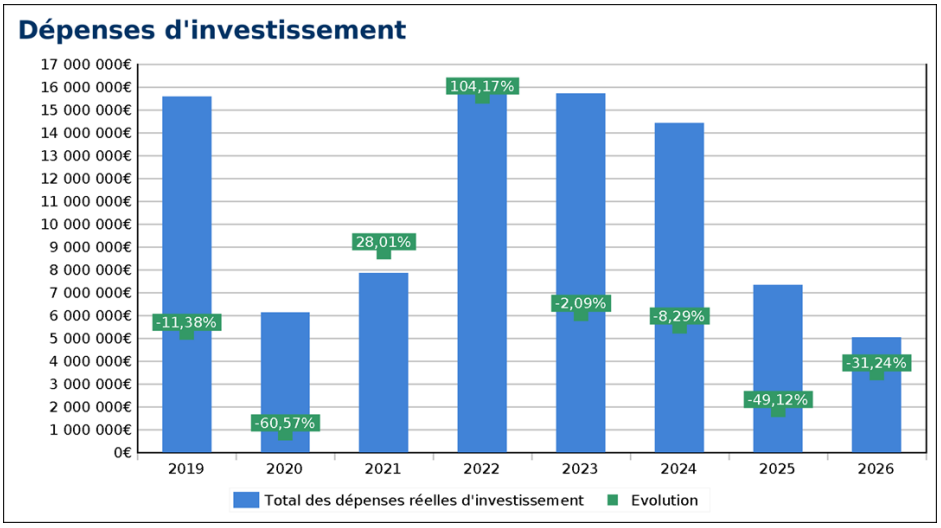
Les emprunts

Aucun emprunt n'a été prévu sur cette prospective pour répondre à notre objectif de gestion financière saine et éthique.

Les recettes diverses

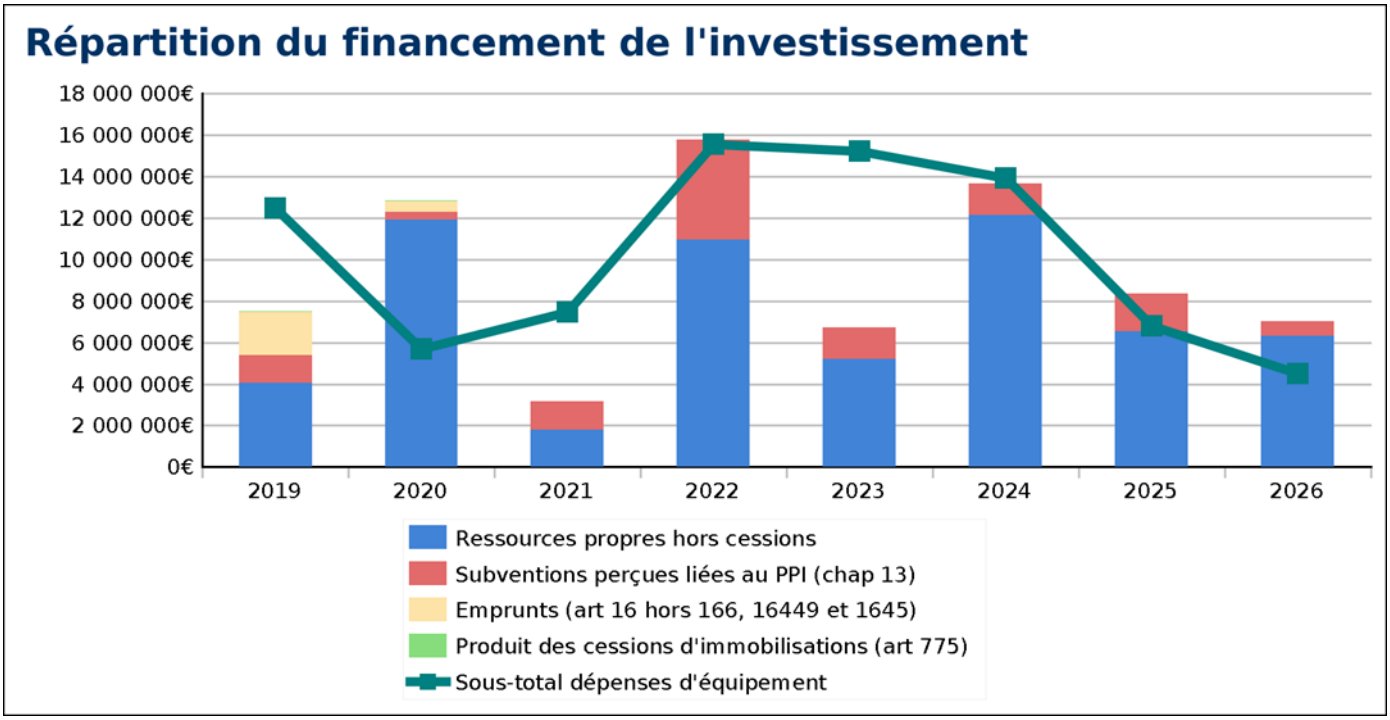
Il s'agit ici de la reprise du solde des titres de participations à la SLE Caisse d'Epargne, soit 3 000 000 euros (rappel : 4 007 600 euros ont déjà été repris par obligation légale en 2000). Cette épargne constituée en son temps trouve ici son aboutissement dans le financement du PPI. Sans ce placement, un emprunt aurait dû être mobilisé, ce qui aurait généré des intérêts à payer. A l'inverse, cette épargne a généré des intérêts.

2.6 LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT



Notre PPI lancé en 2020, a été mis en forme sur l'exercice 2021. Un travail important d'analyses diverses et d'études de faisabilités techniques et financières ont abouti à une programmation presque définitive dont les travaux, comme vous le fait remarquer le graphique ci-dessus, démarreront en 2022. Sur un PPI évalué à 66.4 millions d'euros, les trois années à venir se chiffrent à plus de 44.6 millions d'euros. Soit plus de 67% de l'engagement du mandat. L'effort de financement doit donc se concentrer sur ces 3 années.

Libellé	Total	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
PA 1 - ENTRETIEN DU PATRIMOINE	11 549 099	1 074 099	1 600 000	1 775 000	1 775 000	1 775 000	1 775 000	1 775 000
PA 16 - TELEHONIE ET RESEAU	199 919	131 919	68 000					
PA 17 - FRAIS D'URBANISME	573 678	36 678	0	337 000	50 000	50 000	50 000	50 000
PA 3 - MATERIEL DE TRANSPORT	371 606	31 606	70 000	70 000	50 000	50 000	50 000	50 000
PA 4 ADM - MOBILIER ADM. GENERALE	1 263 229	113 229	150 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
PA 4 EHPAD - MOB. MAT. EHPAD	457 163	121 163	86 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
PA 4 PE - INVESTISSEMENT PETITE ENFANCE	150 000		25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
PA 4 PP - MAT. MOB. POLITQUES PUB.	692 672	92 672	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
PA 4 ST - MOB. MAT. SERV. TECHNIQUES	1 131 832	171 832	210 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
PA 5 - MATERIEL INFORMATIQUE	1 543 714	293 714	250 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
PPI 18 - FACADES ECOLES	313 000	0	263 000	50 000				
PPI 204 - AC D'INVESTISSEMENT MTPM	10 617 365	1 410 035	1 410 035	1 559 459	1 559 459	1 559 459	1 559 459	1 559 459
PPI 46 - TENNIS DE TABLE - PLANQUETTE	515 158	471 039	44 119					
PPI 53 - PÔLE CULTUREL	16 882 410	82 410	300 000	1 900 000	7 500 000	7 100 000	0	0
PPI 55 - PETITE ENFANCE - A. FRANK	106 978	99 366	7 612					
PPI 60 - EXTENSION DU CIMETIERE	2 488 960	27 960	61 000	900 000	1 500 000			
PPI 61 - RENOVATION COURS D'ECOLES	300 000	0	0	0	300 000			
PPI 62 - RENOVATION ECLAIRAGE EQUIP. SPORTIFS	124 300	0	24 300	100 000				
PPI 63 - VIDEO PROTECTION	347 635	17 635	80 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
PPI 67 - CONFORTEMENT DU ROCHER	2 288 838	38 838	300 000	1 950 000				
PPI 68 - EXTENSION SALLE DE BOXE G. MOQUET	485 424	3 124	82 300	400 000				
PPI 69 - VILLA JEANNE	1 700 000	0	10 000	100 000	100 000	390 000	1 100 000	0
PPI 70 - CRÊCHE LES LUCIOLES	3 203 891	891	3 000	100 000	600 000	2 200 000	300 000	
PPI 71 - RECONSTRUCTION ECOLE MIGNONE	4 201 612	1 612	500 000	2 700 000	1 000 000			
PPI 73 - VALORISATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE	150 000	0	0	150 000				
PPI 74 - MASSACAN	3 154 100	54 100	500 000	2 600 000				
PPI 75 - PHOTOVOLTAIQUE	200 000		0	0	0	0	0	200 000
PPI 77 - AMENAGEMENT CENTRE VILLE	126 000		40 000	86 000	0	0	0	0
PPI 78 - RECONSTRUCTION LES GARDINOUX	100 000							100 000
PPI 79 - GYMNASE 2.0 MUTUALISE	1 200 000			0	0	0	1 200 000	0
DEPENSES ANNUELLES	66 438 583	4 273 922	6 184 366	15 552 459	15 209 459	13 899 459	6 809 459	4 509 459



Le financement de notre équipement par l'autofinancement a toujours été la ligne directrice de notre politique financière, et elle le restera. Certes, cela nous oblige à mettre en œuvre une démarche de gestion rigoureuse mais nos politiques publiques, aussi bien au niveau de l'animation sociale qu'au niveau des moyens mis à disposition de nos administrés, seront préservées, et dans la mesure du possible, améliorées.

3 - CONCLUSION

Les grands chantiers de notre PPI seront définitivement lancés en 2022.

La prise en considération de la valeur environnementale dans l'ensemble de nos activités et de nos projets, la rigueur habituelle mais bienveillante dans notre gestion financière, et nos Objectifs pour l'année prochaine seront tenus.